



Les avancées du projet HERCULE confirmées par le PDG d'EDF ! Un seul mot d'ordre : **MOBILISATION GENERALE !**

Les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FO Énergie et Mines et FCE-CFDT ont participé à une conférence téléphonique à l'initiative du président d'EDF, suite à la forte mobilisation du personnel le 26 novembre dernier. L'objet de cette réunion était de faire un point d'étape dans l'avancée du projet de transformation d'EDF selon le vocable direction ou du projet de désintégration d'EDF selon l'appréciation des organisations syndicales.

Pour mémoire, ce projet se présente, pour l'État et la direction d'EDF, comme une exigence de la Commission européenne en contrepartie d'une réforme de l'ARENH. Pour autant, ce n'est

pas la Commission européenne qui doit dicter la nécessité de faire évoluer l'organisation du groupe EDF. Il s'agit là d'un problème purement franco-français.

D'après le président d'EDF, tant qu'aucun accord n'est trouvé avec la Commission européenne sur le mécanisme de régulation et sur une rémunération juste qui reflète les coûts réels du nucléaire historique, il n'y a pas lieu de faire évoluer l'organisation du Groupe. Cela conforte l'appréciation des fédérations syndicales convaincues que le projet Hercule est une contrepartie purement idéologique.

Si la question de la régulation est essentielle pour l'avenir du Groupe et sa capacité future à investir, c'est bien à l'origine, la libéralisation du marché de l'électricité qui conduit l'État et EDF à vouloir renégocier le prix de l'ARENH, avec des contreparties inacceptables pour les agents et les organisations syndicales.

Dans le système concurrentiel imposé par les directives européennes et la loi française, EDF, entreprise du service public de l'électricité, vit une période très compliquée alors que dans un même temps ses concurrents génèrent des marges importantes sans avoir à produire ni même à investir, EDF assumant tous les investissements et tous les risques. Bienvenue en absurdité où EDF, tenue de financer ses concurrents, se trouve alors asphyxiée financièrement !

Il est vrai que les choses ne sont pas acceptables pour EDF mais à qui la faute ?

Certainement pas aux agents qui œuvrent au quotidien pour l'exercice du service public mais plutôt aux politiques

successives qui n'ont jamais remis en cause le système libéral européen de la concurrence libre et non faussée et dont les promesses enchanteresses n'ont pas été tenues. Bien au contraire. Nous ne pouvons que constater que l'échec d'une politique dogmatique qui en arrive à l'aberration de réguler le marché au nom de la dérégulation !

Le service public de l'électricité et son personnel méritent une autre considération de la part de l'État. Il est grand temps de prendre des décisions politiques sérieuses pour l'avenir du service public de l'électricité dans le cadre de l'intérêt général.

Et la solution n'est certainement pas le projet Hercule !

A ce titre, l'interfédérale a rappelé la colère des agents qui s'est de nouveau exprimée lors de la journée de grève et de mobilisation du 26 novembre. Elle a profité de cette réunion pour dénoncer l'attitude du Premier Ministre qui n'a pas daigné recevoir les fédérations syndicales sur motif d'un agenda chargé

par la gestion de la crise sanitaire et des turbulences liées à la loi de sécurité globale. Les agents apprécieront la considération d'un gouvernement dépassé et totalement éloigné de leurs préoccupations.

Pour toutes ces raisons mais aussi parce que l'interfédérale n'est pas du tout convaincue par le discours tenu par le président d'EDF, les fédérations syndicales FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FO Énergie et Mines et FCE-CFDT appellent les agents des Industries Électriques et Gazières du groupe EDF (EDF SA, ENEDIS, RTE) à se mobiliser de nouveau le 10 décembre prochain.

Les intersyndicales dans les entreprises donneront plus de précisions sur les modalités de grève et d'initiatives d'actions